Réseau Produits chimiques du BTS : la difficile représentation des syndicats dans les nombreux débats européens et internationaux

La réunion du Réseau Produits chimiques du BTS s'est déroulée les 15 et 16 décembre 1999, à Bruxelles. Des experts syndicaux d'organisations affiliées à la CES ont fait le point sur une série de questions européennes concernant les substances chimiques. Qu'il s'agisse de la protection des travailleurs contre l'amiante, de l'élaboration des valeurs limites d'exposition, de la classification des substances, ou de la simplification des législations, les experts syndicaux sont appelés à intervenir dans de nombreux débats qui tendent à dépasser le cadre européen.

L'amiante

Après la décision de la Commission d'interdire pratiquement toutes les utilisations de l'amiante encore en vigueur avec l'adoption, le 26 juillet 1999, de la Directive 1999/77/CE¹, la Direction générale Emploi et Affaires sociales a entrepris le réexamen de la directive régissant la manutention de l'amiante sur les lieux de travail² afin de:

- couvrir les catégories de travailleurs considérés actuellement comme les plus exposés, tels que les travailleurs chargés du démantèlement de l'amiante et des travaux de réparation et de maintenance des bâtiments contenant de l'amiante;
- prévoir des dispositions sur l'évaluation des risques qui soient appropriées aux différents risques;
- prendre en considération les divers besoins en information et en formation des travailleurs en fonction du type d'exposition auquel ils sont confrontés;
- mettre l'accent sur la prévention ou la réduction au maximum de l'exposition;
- revoir les niveaux de concentration, les limites d'exposition et les méthodes de mesure;
- réviser la méthode d'évaluation des fibres d'amiante présentes dans l'air (nouvelle méthode de l'OMS pour le comptage des fibres).

Sans y impliquer les partenaires sociaux, la DG Emploi et Affaires sociales a commencé à consulter les Etats membres sur un projet de proposition de directive qui reprend certains des points essentiels (en particulier les VLE et la limitation des mesures de protection lorsque le temps total d'exposition des travailleurs n'excède pas deux heures).

Lors de la réunion du réseau du BTS en décembre, il a été convenu de récolter auprès des membres du réseau tout matériel didactique pouvant apporter une contribution aux aspects déjà prévus dans le projet de proposition de directive.

Saman Zia-Zarifi, de l'Université de Rotterdam, a présenté son rapport, commandité par le BTS, sur les enjeux du différend sur l'amiante à l'OMC : les véritables raisons qui le sous-tendent, les scénarii possibles et les conséquences d'un verdict favorable au Canada pour la législation sur la santé et la sécurité des travailleurs aux niveaux européen et mondial (voir notre éditorial ainsi que *Les enjeux du différend sur l'amiante à l'OMC*, pp. 1, 2 et 3).

Les experts syndicaux ont également discuté des activités relatives à l'amiante, menées au sein du Groupe thématique concernant les Bonnes Pratiques de l'Agence de Bilbao. Par ailleurs, Laurie Kazan-Allen, rédactrice en chef de la *British Asbestos Newsletter*, a présenté le projet de Recueil de littérature sur l'amiante pour les membres des syndicats.

Les lignes directrices pour l'application de la Directive Agents chimiques

La Directive 98/24/CE sur les agents chimiques, adoptée en avril 1998, prévoit l'obligation pour la Commission d'élaborer des lignes directrices pour l'application de plusieurs de ses dispositions :

- des méthodes normalisées de mesure et d'évaluation des concentrations atmosphériques présentes sur le lieu de travail en relation

¹ Voir *Newsletter du BTS* n° 11-12, juin 1999.

² Directive du Conseil 83/477/CEE du 19 septembre 1983, modifiée le 25 juin 1991 par la Directive 91/382/CEE.

avec les valeurs limites d'exposition professionnelle (article 3.10 de la directive);

- des orientations pour la détermination et l'évaluation des risques et pour procéder à leur réexamen et, si nécessaire, à leur ajustement (article 4.6);
- des orientations pratiques relatives aux mesures de prévention pour maîtriser les risques (article 5.2);
- des orientations pratiques relatives aux mesures de protection et de prévention pour maîtriser les risques (article 6.2);
- des orientations pratiques pour la surveillance biologique et la surveillance de la santé, y compris des recommandations pour les indicateurs biologiques et les stratégies de surveillance biologique pour le plomb et ses composés ioniques (annexe II.1.3).

Les aspects relatifs à l'article 3.10 et à l'annexe II 1.3 devront être traités au sein du Groupe ad hoc "Valeurs limites" du Comité consultatif à Luxembourg. Les trois autres aspects seront couverts dans un seul document qui sera élaboré et débattu dans le cadre d'un nouveau Groupe ad hoc "Lignes directrices pour la directive sur les agents chimiques" du même Comité.

Aucune de ces lignes directrices n'a encore été élaborée jusqu'à présent. Or, les Etats membres sont tenus de se conformer à la directive au plus tard le 5 mai 2001 en intégrant ces orientations lors de l'élaboration de leurs politiques nationales. Par ailleurs, les employeurs ont déjà fait savoir qu'en l'absence de ces orientations aucune application ni respect des dispositions ne seront possibles. Il ne reste plus beaucoup de temps pour rédiger ces lignes directrices. D'autant que les réunions du Groupe ad hoc du Comité consultatif, prévues en 1999, ont dû être annulées faute de moyens financiers au sein de la Commission.

Les orientations sur le contrôle de l'exposition et l'évaluation du risque chimique, les *COSHH Essentials*, élaborées au Royaume-Uni par le HSE (Health and Safety Executive) en collaboration avec le TUC, ont fait l'objet d'une présentation par Alastair Hay, de l'Université de Leeds (voir *Le contrôle de l'exposition au risque chimique : une méthode simple pour y parvenir*, p. 32). Afin d'accélérer le processus à l'échelon européen, les membres du réseau ont discuté de la possibilité d'utiliser ces orientations comme base pour élaborer les lignes directrices européennes.

Les valeurs limites d'exposition

Un autre point important a été abordé dans le cadre de la Directive Agents chimiques : le processus actuel d'établissement des VLE au niveau européen et les évolutions récentes du Groupe chargé des VLE au sein du Comité consultatif de Luxembourg.

Deux groupes de travail ont été mis en place au BTS : l'un, chargé de la stratégie syndicale à l'égard des valeurs limites d'exposition aux agents cancérigènes génotoxiques, et l'autre, de l'élaboration desdites valeurs limites d'exposition. La mise en place du premier groupe de travail émane d'une demande des syndicats néerlandais qui veulent débattre, au niveau européen, de leur approche basée sur le risque. Le modèle néerlandais avait été présenté au cours de la conférence du BTS en décembre 1997³. La création (encore éventuelle) du second groupe de travail repose sur la nécessité d'une réaction à la critique faite par les employeurs au document-clé du SCOEL⁴, de juin 1998, qui présente ses critères pour déterminer les VLE. Un autre élément a alimenté ce débat : la proposition faite par la Commission d'établir, à terme, une valeur limite à caractère obligatoire pour le NO₂ en raison du refus des employeurs d'accepter une valeur limite "sanitaire", comme l'avait proposé le SCOEL.

Le groupe d'experts du BTS a encore évoqué la question des isocyanates avec la présentation de la campagne contre ces substances menée par les syndicats suédois afin d'améliorer les normes existantes en matière de mesure ainsi que les législations nationales et européennes⁵.

Il a aussi été question des autres débats importants en cours concernant les substances chimiques, que ce soit :

- l'harmonisation internationale de la classification et de l'étiquetage des substances et préparations dangereuses;
- la politique future de la Commission en matière de substances dangereuses (classification, limitations de mise sur le marché, évaluation des risques, gestion des risques);
- les futures initiatives similaires à l'exercice de simplification (SLIM) de 1999 concernant la Directive 67/548/CEE.

Autant de lieux où la représentation et l'influence des syndicats sont souhaitables, voire indispensables. ■

Karola Grodzki
kgrodzki@etuc.org

³ Voir : L'approche néerlandaise de fixation des VLE pour les agents cancérigènes, *Newsletter du BTS* n° 8, mars 1998, p. 31.

⁴ Scientific Committee on Occupational Exposure Limits (Comité scientifique sur les valeurs limites d'exposition).

⁵ Voir : Isocyanates : de nouvelles méthodes de mesure révèlent une importante sous-estimation des risques, *Newsletter du BTS* n° 9, juin 1998.